

Assez de négociations du projet contre les retraites ! Grève générale pour le retrait !

Le 31 décembre, Macron a annoncé : « Avec les organisations syndicales qui le veulent, j'attends du gouvernement d'Édouard Philippe qu'il trouve la voie d'un compromis rapide ». Quel compromis ? Le même jour, il a précisé : « La réforme des retraites sera menée à son terme ». Il maintient contre la classe ouvrière son projet de retraite à points qui conduira à un recul général des pensions et à l'allongement du temps de travail. Sont naturellement exemptés du projet de loi les corps de répression, militaires et policiers qui ont éborgné en masses les « gilets jaunes » et viennent de tuer Cédric Chouviat.

Le 19 décembre, le gouvernement lançait des négociations par secteur pour tenter de diviser les travailleurs et de casser la grève. Comme la CFDT et l'UNSA, les chefs de FO, de la CGT, de SUD, de la FSU alors qu'ils disent vouloir son retrait, négocient l'application du projet Macron à la RATP, à la SNCF, à l'Éducation nationale où s'ajouterait la casse des statuts !

Depuis le 7 janvier, le gouvernement reçoit les dirigeants syndicaux CGT, CFDT, FO et UNSA, avec le patronat, pour utiliser le hochet de nouvelles discussions sur « l'équilibre financier » ou « la pénibilité ». La FSU et Solidaires n'ont pas été invités, mais réclament d'y participer. Au sortir de la première réunion, le premier ministre a expliqué devant les caméras, par deux fois, qu'il s'agit de finaliser le « système universel de retraite par points ». Il s'est félicité de l'ambiance de la première réunion, avant de réaffirmer le calendrier du gouvernement : les discussions entre « partenaires sociaux » doivent aboutir au projet de loi du conseil des ministres du 24 janvier.

À la RATP et de la SNCF, les travailleurs ont poursuivi seuls la grève. Mais qui est responsable de l'isolement des travailleurs de la RATP et de la SNCF, de leur séparation de ceux de la santé publique, de l'enseignement public et des autres secteurs ? Toujours pas d'appel à la grève générale, mais la poursuite des actions symboliques ou « coups de poing » et des « journées d'action » ! Sans jonction avec les autres travailleurs, l'esoufflement se fait sentir et la police en profite pour harceler les piquets de grève. Voilà où mène la politique des directions syndicales.

Macron et Philippe savent que la grève isolée à la SNCF et la RATP ne peut l'emporter. Ils savent que la succession des journées d'action décrétées par « l'intersyndicale », sans parler des manifestations les

samedis (28 décembre, 4 janvier, 11 janvier...) n'a jamais permis à la classe ouvrière de gagner quoi que ce soit, pas plus hier qu'aujourd'hui. À chaque fois, cela sert de couverture à l'acceptation par tous les chefs syndicaux de la négociation des attaques.

Les bureaucraties syndicales reçoivent l'appui des partis « de gauche ». D'abord, un meeting le 11 décembre, allant de LO au Parti radical, pour « une autre réforme est possible ». Puis, le 5 janvier, une pétition à signer par « les citoyens » lancée par des personnalités issues du mouvement ouvrier (CGT, LFI, PS, PCF, NPA...), avec des représentants de partis bourgeois (PRG, EELV, Place publique, Union des démocrates et des écologistes...) pour supplier Macron « d'ouvrir sans délai de vraies négociations avec les organisations syndicales ». Ce qu'il fait depuis plus d'un an et demi !

Les grévistes, eux, n'ont pas d'illusion sur une « bonne réforme » qui pourrait venir... de Macron. Ce que veulent les travailleurs, c'est le retrait pur et simple du projet, pas son aménagement. Ce que veulent les centaines de milliers de manifestants, c'est une perspective claire de combat pour vaincre Macron.

Dirigeants des syndicats, rompez avec le gouvernement, cessez de négocier son projet ! Grève générale jusqu'au retrait du plan Macron-Philippe-Buzyn-Delevoye !

Augmentation des cotisations patronales ! Suppression des cotisations des salariés ! Abrogation de toutes les mesures antérieures contre les retraites !

Le temps presse. Seul l'appel à la grève générale jusqu'au retrait, peut rassembler en un bloc toute la classe ouvrière contre le gouvernement, convaincre les hésitants, organiser l'autodéfense des grèves et des manifestations, bloquer tout le pays, rallier la jeunesse en formation, faire ravalier à Macron toute sa morgue. La grève générale victorieuse peut ouvrir la voie à un gouvernement des travailleurs et aux États-Unis socialistes d'Europe.

Voilà ce qu'il faut imposer dans les syndicats, dans les assemblées générales démocratiques et souveraines, voilà le mandat des comités de grève qu'il faut élire, le mandat des délégués qu'il faut désigner pour organiser, coordonner et centraliser la grève générale.

10 janvier 2020

